

LA CONSTRUCTION DE LA SIGNIFICATION DE REGION EN TEMPS DE GLOBALISATION : LE NORDESTE BRÉSILIEN ET LES REGIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Antonio Eduardo ALVES DE OLIVEIRA¹

Résumé: La question régionale n'est pas seulement liée à la réalité visible qui montre des oppositions et paradoxes continus dans la forme de singularisation nationale, laquelle est présente, dans les affirmations politiques dans globalisation. Dans ce travail, nous nous tournons vers la nécessité de (re)discuter la dimension régionale sur à plusieurs niveaux : (I) si elle survit dans un monde de frontières politiques et non-politiques mouvantes ; (II) si elle rapproche ou sépare les individus, les politiques et les pouvoirs ; (III) comment elle se produit par rapport à la pluralisation identitaire et des cultures ; (IV) où elle se situe dans un monde de regroupements macro-régionaux – Mercosul, Union Européenne, Nafta, etc. L'objet de l'investigation se dédouble en deux expériences concrètes de planification régionale gouvernementale (la problématique régionale nordestine au Brésil et la question régionale dans l'Union Européenne), qui ont des aspects différenciés, nécessitant d'être étudiés dans leurs singularités, mais présentant en même temps des éléments qui seront salués grâce à une étude comparative, qui vise bien plus qu'à chercher simplement les similitudes et les différenciations entre ces deux réalités, mais à présenter un aspect plus large de la complexité de la question régionale dans l'actualité.

Mots-clés : le régional, la globalisation, l'Etat national, le Nordeste du Brésil et l'Union Européenne

Resumo : A questão regional não está ligada apenas à realidade visível, que mostra oposições e paradoxos contínuos na forma de singularização nacional-cultural (afirmações nacionalistas e políticas radicais) e de homogeneização de mercado e consumo (material/ cultural) na globalização. Volta-se para a necessidade de (re) discutir a dimensão regional em vários planos: (i) se sobrevive em um mundo de fronteiras não-políticas móveis; (ii) se ela aproxima ou distancia, indivíduos, políticas e poderes; (iii) como se dá em relação à pluralização identitária e de culturas; (iv) onde se situa em um mundo de reagrupamentos macro-regionais (Mercosul, União Européia, Nafta). O objeto de investigação se bifurca em duas experiências concretas de planificação regional governamental (a problemática regional nordestina no Brasil e a questão política regional da União Européia), que serão confrontados em estudo comparativo, visando mais que procurar similitudes e diferenciações entre as duas experiências, apresentar um debate mais amplo acerca da complexidade da questão regional na atualidade.

Palavras-chaves : Regional, Estado- nação, Nordeste brasileiro, União Européia.

1. COMMENT PENSER LE REGIONAL DANS LA GLOBALISATION

Dans le monde entier, l'avancée de la globalisation a provoqué des modifications dans l'économie, dans la sphère politique, dans les communications, dans la culture et les identités. Ce processus, encore ouvert, est difficile à définir afin de rendre possibles

¹ Étudiant du "Programa de Pós-graduação em ciências sociais PGCS - Universidade Federal da Bahia". Et boursier du Programme CAPES-COFECUB (coopération l'UFBA et Sciences-Po). E-mail : antonioeduardo29@hotmail.com.

diverses interprétations, outre qu'il présente un caractère asymétrique, en ayant encore des effets différenciés dans des contextes historiques et des lieux distincts.

Le processus de globalisation, dans ses dédoublements, a mis en évidence des controverses et provoqué disputes et conflits. Ainsi, loin de représenter la fin de l'histoire ou la victoire définitive du marché, paradoxalement, la globalisation ou mieux, ses effets – concourent au questionnement de la politique traditionnelle, et à l'apparition de mouvements contestataires de la vision dominante qui régit ce phénomène.

Mais, récemment, les transformations engendrées par la globalisation ont reconfiguré les contours du national, et également du local et du régional. Un inventaire de son impact sur l'identité régionale et sur le sens du régionalisme dans l'actualité observe l'un des premiers objectifs recherchés dans ce travail. La question régionale se constitue, aujourd'hui, en deux sémantiques : I) région, dans le sens d'un espace dont le sens est établi ou ré-établi dans l'actualité, avec une identité qui s'étend à différents aspects de la réalité ; II) régionalisme, dans le sens d'une combinaison entre différents états nationaux, qui créent un espace commun et qui articulent différentes manières de découpage social, économique et culturel.

La question régionale n'est pas seulement liée à la réalité visible, qui montre des oppositions et paradoxes continus dans la forme de singularisation nationale – culturelle- présente dans les affirmations nationalistes et politiques radicales – et d'homogénéisation du marché et de la consommation, dans le contexte matériel et culturel. Plus que cela, elle transcende, de loin, les dimensions empiriques des contextes socio-historiques qui s'y confrontent aujourd'hui. On se tourne vers la nécessité de (re)discuter la dimension régionale sur divers plans : (I) si elle survit dans un monde de frontières politiques et non-politiques mouvantes ; (II) si elle rapproche ou sépare les individus, politiques et pouvoirs ; (III) comment elle se produit par rapport à la pluralisation identitaire et des cultures ; (IV) où elle se situe dans un monde de regroupements macro-régionaux – Mercosul, Union Européenne, Nafta.

Importante est l'élaboration d'un cadre conceptuel qui permette l'appréhension d'une réalité en constante mutation. La présente investigation du thème circonscrit deux questions basiques qui sont les présupposées analytiques et qui seront délimitées au long de la contextualisation historique qui suit et à quoi mène cette thématique, à savoir : a) existe-t-il une question régionale dans un monde de profondes transformations des relations local-global, lesquelles affectent la constitution même des agents aux niveaux économique, social, culturel et politique ? b) comment comprendre la persistance des caractéristiques d'une région à une époque de forte mobilité à tous les niveaux (facteurs de production, personnes, information, capital), alors que, d'un côté, dans sa formation de classe, une région s'affirme par les racines traditionnelles de la domination, et d'un autre côté s'affirme dans la survivance de l'Etat-Nation, et est absorbée au moyen de nouvelles formes identitaires (nation forte et émergente) et de situation dans le marché global (développement national / développement régional) dans la relation entre local-régional et fédération ?

Dans cette perspective, l'échelle régionale et les représentations du régional ne peuvent perdurer de façon étanche et isolée, alors que le régionalisme a toujours eu un aspect relationnel, au moins dans ce qui est dit au sujet du national. C'est justement avec la globalisation que, dans les dernières années, la thématique régionale se remet en

évidence, d'un côté, par la relative fragilisation du national, et, d'un autre côté par l'augmentation des contrats régionaux et même inter-régionaux, dans la mesure où la globalisation reconfigure des localités avec possibilité d'interconnexion et d'inclusion avec le monde globalisé. Dans d'autres cas, la globalisation accentue l'exclusion et le caractère périphérique de localités non privilégiées par la globalisation. L'augmentation des flux économiques, avec des processus concomitants d'intégration et de fragmentation, impulse une compétition économique, avec une intervention de plus en plus marquante d'agents transnationaux, comme les entreprises multinationales et les grands investisseurs, marquant des relations d'égalité et d'inégalité – dans les décisions économiques et dans les politiques publiques nationales.

Ainsi, l'un des impacts marquants de la globalisation sur la sphère politique est le questionnement ou le relativisme de l'autorité Etat Nation. Comme le souligne Badie (2002), l'un de ses fondements était le présupposé que l'espace et les distances étaient partagés par les institutions de l'Etat, attribuant un sens au concept et à l'exercice de la souveraineté sur le territoire national. Actuellement, la discussion de la pertinence de la souveraineté de l'Etat national est liée à la question de la pluralité des territoires, question cruciale mise en débat.

L'objet de l'investigation se dédouble en deux expériences concrètes de planification régionale gouvernementale (la problématique régionale nordestine au Brésil et la question régionale dans l'Union Européenne), qui ont des aspects différenciés, nécessitant d'être étudiés dans leurs singularités, mais présentant en même temps des éléments qui seront salués grâce à une étude comparative, qui vise bien plus qu'à chercher simplement les similitudes et les différenciations entre ces deux réalités, mais à présenter un aspect plus large de la complexité de la question régionale dans l'actualité. Il ne s'agit pas seulement d'étudier la teneur et les présupposés de l'action gouvernementale, mais on cherche à développer des stratégies théoriques pour une approche des dynamiques et les défis des processus de réorganisation du régional et de la culture politique dans les espaces socio-géographiques localisant (mais ne restreignant pas) ce débat concernant la région.

L'analyse se tournera vers : I) discuter les changements sociaux, économiques, culturels, ambiants produits dans le territoire nordestin ; II) présenter une étude comparative sur la façon dont la question du régional est traitée dans la constitution de l'Union Européenne.

Je vais débattre ici, d'abord de la crise de la planification régionale dans le Nordeste, en abordant la façon dont le régional cherche à s'adapter à la globalisation. Ensuite, j'envisagerai la question régionale dans l'Union Européenne, et la formation de blocs économiques.

2. LA CRISE DE LA PLANIFICATION REGIONALE ET LES IMPACTS DE LA GLOBALISATION DANS LA PROBLEMATIQUE NORDESTINE

Pendant la période de démocratisation et de transition (années 80) la question régionale a été diluée et les négociations des sphères d'état revalorisées. La crise économique, l'explosion de l'inflation et la rupture de la possibilité d'une planification ont placé d'autres thèmes dans l'agenda politique et économique parmi lesquels la crise fiscale de l'union a provoqué un énorme trou chez la sudene. Les aspects de l'identité historico-

politique pour le Nordeste ont été relativisés, étant possible d'affirmer que la délimitation du Nordeste en tant qu'espace significatif social et identitaire est devenu un objet de questionnement. En outre, la crise financière dans les années 80 et le questionnement et la crise du secteur public dans les années 90, transforment profondément la région et la possibilité d'action gouvernementale dans la dynamique régionale. A ceci, on peut ajouter les débats sur la nation et la globalisation qui ont reconfiguré ces diverses dimensions spatiales et historiques (ANDRADE, 2005).

De même que l'économie brésilienne, l'économie nordestine suit une trajectoire de décélération systématique. Dans les années 80 elle présente encore une tentative de récupération, mais qui s'épuise rapidement. Du point de vue des investissements et des dépenses publiques, se produit une décroissance significative, ce qui, pour le Nordeste, où elle est relativement d'une plus grande importance comparée à la moyenne du pays, elle signifie le point de départ de la décélération de l'économie régionale. Guimarães Neto (2004) classe cette phase comme de décélération et de crise, en relation avec les modifications dans la conjoncture économique mondiale. Le premier aspect à remarquer est la répercussion de la crise financière à partir de la fin des années 70 dans le milieu du secteur public. Ainsi, le choc des intérêts des Etats-Unis, l'explosion du prix du pétrole et l'augmentation extraordinaire de l'endettement intérieur et extérieur du pays ont provoqué une profonde crise financière, qui s'installe dans la sphère de l'union, et descend vers différents niveaux des sphères publiques. De cette façon, se présente une crise de l'Etat développeur, protecteur ou de la concentration ou de la déconcentration.

Du point de vue idéologique, le processus de réforme de l'Etat, surtout à partir des années 90, avec des privatisations et l'épuisement de la machine publique impactera le couchant de la planification régionale. La sphère d'intervention de l'Etat diminue, et même la dynamique régionale elle-même est vue non plus à partir de la planification régionale, mais à partir de la dynamique de la sphère productive et de l'hégémonie des groupes économiques (ARAÚJO, 2000). La répercussion politique fut la valorisation d'un discours qui présentait un agenda d'insertion dans le monde globalisé d'une façon subordonnée, ce qui a entraîné l'augmentation des disparités régionales. De cette façon, la planification régionale réalisée par l'Etat National connaît un malaise, et les décisions du marché tendent à exacerber son caractère sélectif, élargissant les fractures déjà existantes dans la formation nationale. D'un autre côté elle s'appuie sur la nécessité d'une insertion dans la globalisation, avec la dévalorisation d'une planification régionale venant de l'Etat national, avec la prééminence dans la guerre fiscale des états et des municipalités, visant à l'obtention d'investissements venus particulièrement de multinationales.

Quand on se réfère au processus de globalisation avec la problématique du Nordeste, il est mis en évidence que les transformations les plus récentes dans la production économique et dans la culture et l'information ne se produisent pas de la même manière dans les sous-régions nordestines, ni ne se produisent des changements concernant les clivages sociaux existants. Pour Zaidan (2001), il serait plus approprié de parler de divers Nordestes, au lieu d'un seul, qui sont directement liés au marché globalisé. Ceci signifie que, dans le contexte de la globalisation, les clivages entre les régions du pays ne sont pas en équation, les transformations de divers ordres (urbaines, rurales, de communication) altèrent les physionomies sociales et économiques de la région de façon directe et substantielle; différemment, en de nombreux cas, ils font ressortir encore plus les contrastes existants et la survivance d'asymétries historiques.

Concernant la continuité de la sphère du régional, SANTOS, (1996 apud HAESBAERT, 1999) remarque que, avec la haute volatilité du monde contemporain, le capital lui-même choisit et abandonne des espaces avec une rapidité inouïe, ajoutant à cela le haut développement de la technologie informationnelle, l'inconstance étant l'élément dominant. Dans la globalisation, cependant, les vieilles identités ont montré que, de nombreuses fois, elles avaient été absorbées par l'Etat National. Le processus de fragmentation et d'intégration en tant que caractéristiques de l'ambivalence du monde contemporain ont provoqué cette redéfinition de la vision plus traditionnelle de la région. Ainsi, s'il existe une intégration économique, culturelle, des personnes dans la globalisation, un processus de fragmentation se déroule, découlant de la sélectivité par le capital des lieux et régions au-delà des frontières nationales pour la construction de parcs industriels, les investissements financiers etc., et est aussi provoqué par le renflement du questionnement des identités nationales, le renforcement d'identités culturelles.

L'ambivalence et le paradoxe de la globalisation relatifs aux différentes dimensions de la vie (économie, politique, culture etc.) et l'interface imbriquée et complexe entre les différentes échelles dans l'actualité ont accentué les caractéristiques contradictoires et inégales du Nordeste. En ce qui concerne l'ensemble national, au global et au sein de la région même, il existe aujourd'hui, plus que jamais, un amalgame entre les différentes formes de configurations sociales et économiques, lesquelles se combinent de façon différenciée. Comme l'affirme ARAÚJO (1999), « le Nordeste en tant que région autonome, *locus* d'une dynamique propre dans son mouvement d'accumulation de capitaux, n'existe plus ».

La politique d'ouverture de l'économie du pays, l'ouverture financière et l'ouverture commerciale ont des impacts régionaux différenciés. Du point de vue du secteur privé, il y a un processus de restructuration productive dans les années récentes. Il y a de nouveaux paradigmes technologiques dans la production, la gestion etc. En de nombreux endroits de l'espace national, de nouveaux arrangements technologiques et organisationnels dans la sphère productive déterminent la valorisation de nouveaux facteurs de localisation. De cette façon, la question qui se pose est la nature de l'insertion internationale dans le monde globalisé. Intégration compétitive de morceaux compétitifs, une insertion subordonnée.

Ce développement rapide a impulsé des altérations dans les politiques de développement régional du gouvernement fédéral brésilien dans la dernière décennie. En un moment d'augmentation de la complexité des demandes sociales et des modifications économiques, les plans et les projets pour la région Nordeste expriment les significations politiques des actions du pouvoir public en ce qui concerne les clivages régionaux brésiliens dans l'actualité.

Les politiques publiques élaborées par le gouvernement fédéral dans les dernières années (gouvernement FHC et gouvernement Lula) révèlent une importante transformation dans le discours sur la planification gouvernementale, car même en faisant référence à la notion de développement, la tonique centrale est le remplacement de la notion classique de développement par la notion de combat contre la pauvreté. De cette façon, la trajectoire récente de l'action gouvernementale peut être explicitée par les plans, les directives et projets de la Politique Nationale de Développement Régional

formulée par le Ministère de l'Intégration Nationale. Dans la PNDR, les défis de la réduction des inégalités régionales au Brésil sont envisagés comme un aspect central à affronter, d'un point de vue général, l'établissement de critères, priorités et typologie contenus ayant pour axe la recherche de l'articulation entre les différents secteurs (publics et privés) autour des réalités territoriales. La PNDR fonde la nécessité de politiques compensatrices pour dépasser ou minimiser les clivages régionaux.

Ainsi, l'énorme fréquence du concept d'inclusion et de satisfaction des nécessités basiques contenues dans les actions et directives du gouvernement met en évidence des signaux contondants de l'existence d'un nouveau modèle de développement. Ce nouvel agenda de politique sociale assez mis en évidence par le gouvernement fédéral, n'est toutefois pas une chose préconisée de façon isolée au Brésil. KRATCHETE (2006) montre que les formulations sur une nouvelle image de l'Etat en tant qu'articulateur d'actions qui dépassent les frontières du strictement économique, initiateur de programmes sociaux réglés sur la notion de combat contre la pauvreté sont présentes avec beaucoup de proéminence dans le discours sur le développement de la Banque Mondiale.

KRATCHETE (2006) signale ainsi que les redéfinitions présentes dans les politiques publiques dans des pays périphériques comme le Brésil ont une portée globale, étant syntonisées avec les contradictions de la globalisation même. On valorise la recherche permanente d'un ajustement économique, qui puisse répondre à la nécessité d'intégration des économies nationales à la dynamique mondiale, en offrant un milieu favorable à l'entrepreneuriat. On cherche à garantir, en même temps, la stabilité macroéconomique et un investissement en capital social. De cette façon, l'Etat oriente ses actions vers des partenariats avec des organismes privés, pour produire un perfectionnement institutionnel des politiques publiques, visant une égalité d'opportunités, proportionnant l'accès d'individus aux biens et services de base compensatoires. Il est important de remarquer que ce discours, préconisé par la Banque Mondiale, sur la transformation des institutions et la création de politiques publiques de lutte contre la pauvreté ont pour centre la distinction entre la pauvreté et l'inégalité, et la recommandation pour que les politiques sociales soient orientées dans le choix de groupes spécifiques, orientant méthodologiquement quels sont les services de base nécessaires pour subvenir aux carences.

Dans la sphère de la culture politique régionale, les changements générés par la globalisation ont de forts impacts sur la participation (approximation) ou sur le débat (différenciation) des acteurs à différents niveaux de la société nationale, en mettant en relief les singularités dans l'action politique, dans les manifestations culturelles et dans l'affirmation ethno-sociale dans un monde dans lequel les différentes expressions culturelles sont produites et diffusées au moyen des nouvelles technologies et capacités de communication. En outre, ils développent de nouvelles formes de participation et de questionnement de la société civile.

Un exemple de ceci est le rôle remarquable des organisations non gouvernementales intervenant dans le Nordeste, afin de dénoncer, par exemple, les agressions au milieu ambiant, le modèle de tourisme qui, souvent, favorise la prostitution infantile, l'apparition d'une nouvelle problématique de la nature, avec le modèle de l'agro-négoce. Il faut également remarquer l'action des mouvements anti ou alter globalistes dans une région comme celle du Nordeste, qui nous permet d'observer comment des

mouvements nouveaux, ou même traditionnels de secteurs exclus perçoivent cette globalisation dans le Nordeste ou ce Nordeste dans la globalisation.

3. LA FORMATION DE BLOCS ECONOMIQUES ET LA QUESTION REGIONALE DANS L'UNION EUROPEENNE

Les nouveaux paramètres pour l'architecture du système international et le processus de régionalisation au sein de la mondialisation ont suscité différentes interprétations, car il s'agit d'un objet d'analyse intermédiaire et hybride, car la formation de blocs régionaux peut être envisagée tant comme la création de mécanismes de protection devant la forte compétitivité de la globalisation que comme un élément de questionnement des barrières nationales et en conséquence comme un processus d'accélération de la mondialisation. Il est intéressant de noter que la régionalisation comporte les deux facteurs paradoxalement imbriqués. D'abord, la formation des blocs économiques provoque l'intensification des échanges commerciaux et financiers, y-compris entre les différents blocs économiques, mais elle a également créé des mécanismes de protection économique, surtout dans le secteur agricole.

Au processus de création de mécanismes pour l'intégration on attribue une double signification. Dans le milieu économique, il est en relation avec la suppression de barrières, avec l'encouragement à des bénéfices découlant de la force d'un marché commun, de même que les stimulations visant à attirer investissements et technologies. Dans le milieu politique, il présuppose une coopération plus intense entre les pays participants. Pour MEDEIROS (2002) la formation de marchés communs et les espaces d'intégration ont des significations contradictoires, étant des mesures prises par les Etats Nationaux pour chercher à réduire l'impact du phénomène de globalisation. Cependant, plusieurs des prérogatives des Etats Nationaux sont abandonnées ou au moins remises en question, dans une construction qui a une portée au-delà de ses frontières, avec une forte tendance à un déphasage progressif entre le politique et l'économique.

La constitution de blocs économiques suscite le débat sur la manière d'intégrer les régions distinctes des Etats Nationaux, assistant à l'émergence de nouveaux acteurs locaux (gouvernements, investissements) et politiques sectoriels de profil régional. ARAÚJO (1999) remarque que l'intégration dans des marchés communs dans les zones de libre commerce, renforce le débat autour du développement soutenu et sur la façon d'impulser les dimensions de la solidarité inter-régionale et même inter-générationnelle. Du point de vue politique, il existe une forte tension entre la recherche d'une plus grande autonomie régionale et la centralisation, y-compris le développement de la parapolitique venant pour partie de régions², de villes et d'états.

L'impulsion trans-nationaliste de formation de zones d'intégration est en relation avec le contexte même de développement de la globalisation, le cas de l'Union Européenne étant une expérience à part, car il s'agit d'un projet qui précède les contours plus clairs de la globalisation dans les années 80. La rupture avec la structure politico-économique bipolaire, après la chute de l'ex-URSS, a rendu possible l'émergence de méga-conglomérats continentaux, avec l'organisation de macro-marchés et même la constitution de zones d'influences de pôles économiques régionaux. Le terme intégration se réfère au processus de rapprochement économique dont l'amplitude va de

² En Europe, la région autonome de la Catalogne a même une représentation diplomatique et commerciale dans d'autres pays du monde. BRASIL, MINISTÉRIO DO PLANEJAMENTO, 2007.

l'établissement de zones de libre commerce (circulation des biens et des taxes) jusqu'à des formes plus avancées, comme l'ordonnancement macroéconomique, l'uniformisation du change et fiscale, en incluant la discussion sur la concentration politique dans un parlement aux pouvoirs supranationaux (LAFER, 1993, apud MENEZES, 1998).

Pour l'analyse de la politique régionale de l'Union Européenne dans le contexte dynamique de la globalisation économique et de l'ambivalence des valeurs culturelles identitaires, ce projet prend pour sujet d'étude les contenu / présupposés et résultats de la politique régionale de l'Union Européenne à partir de l'action des institutions de l'Union Européenne, les effets des fonds pour le développement régional, en enquêtant, surtout, sur les impacts dans la culture politique, à partir de l'action des différents acteurs sociaux, au-travers de la signification politique et sociale du régional dans le contexte de l'intégration même, prétendue et effectuée entre les pays membres de l'Union Européenne.

Comme le fait ressortir l'Atlas de la Mondialisation (Durand et al, 2007), l'itinéraire européen représente une importante singularité, car outre l'union douanière entre les états membres, avec la formation d'un marché commun, avec la libre circulation des facteurs de production, des personnes, des marchandises, de même que la recherche de l'harmonisation des politiques économiques et monétaires, l'Union Européenne développe un processus plus profond d'intégration, impliquant la législation, les droits sociaux et même une gouvernance, constituant le principal laboratoire politique et économique de l'intégration dans le monde actuel. On peut clairement voir que la constitution de l'Union Européenne est en relation avec une conjoncture historique particulière, une grande oscillation se produisant entre conceptions et pratiques autour du caractère de l'intégration européenne. La dimension politique était initialement secondaire, à cause de la scène du monde post 1945, marquée par le déclin du centralisme européen dans le monde jusqu'alors et par la bipolarité de la guerre froide, divisant jusqu'à l'Europe même. Dans ce sens, comme l'affirme PASCAL (2007) la constitution d'accords entre les pays, qui rendent possibles l'inter-gouvernabilité et l'affirmation tardive d'organismes (économiques, politiques, culturels, scientifiques et juridiques) de coopération est en relation avec la dynamique des changements historiques.

La concurrence internationale, la recherche de plus d'efficacité et de compétitivité sur les marchés mondiaux, ont eu différents impacts sur l'espace de libre concurrence de l'Union Européenne, et la nécessité d'une politique de solidarité pour la consolidation de l'intégration européenne a mis en évidence le besoin d'instruments d'investissement régional ; on observe que le Fonds Européen de Développement Régional (FEDR) s'est centré sur les régions ayant un plus grand déphasage, alors que dans l'Union Européenne, la région la plus riche est à peine de 17% plus grande que la moyenne nationale. Alors qu'au Brésil il y a autour de 50% de différence entre la région la plus prestigieuse et les autres. En Europe, autour de 90% des Fonds sont utilisés en dépenses d'infrastructure économique.

Dans l'Union Européenne, déjà dans le Traité de Rome (1957) au moment de la constitution de la Communauté Economique Européenne (CEE), ont été créés les Fonds Structuraux, le Fond Social Européen (FSE), le Fond Européen de Développement Régional (FEDER), et le Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

(FEOGA), avec les instruments desquels l'Union Européenne cherche à mettre en œuvre une politique de cohésion économique et sociale. Ces Fonds représentent environ 40% de ses dépenses totales, et visent à encourager une dynamique de redistribution des Fonds Structuraux, de manière à transformer la Commission Européenne en un acteur de redistribution dans le panorama intégrationniste du continent européen. En 1981, la Grèce a adhéré à la Communauté, ce en quoi elle a été suivie, en 1986, par l'Espagne et le Portugal. Ce sont des adhésions qui sont venues renforcer la présence de la Communauté dans le Sud de l'Europe et rendre plus urgente l'expansion de ses programmes d'aide régionale.

A son tour, par le Traité de l'Union Européenne, a été créé le Comité des Régions, composé de représentants des autorités régionales et locales, nommés par le Conseil Général formé de représentants des Etats Membres, outre le Comité des Régions, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), dont le siège est à Luxembourg, qui accorde des prêts et garanties afin d'aider les régions les moins développées de l'Union Européenne. En général, la politique régionale de l'Union Européenne se concentre en transferts de fonds des pays les plus développés vers les pays moins développés. Ces transferts visent à accélérer le développement des régions moins compétitives, en facilitant des projets de reconversion des régions industrielles en déclin, en promouvant l'insertion professionnelle des jeunes et des chômeurs chroniques, et en modernisant l'agriculture et les zones rurales les plus défavorisées. Même avec ces transferts, l'Union Européenne affronte des difficultés pour la reconversion de secteurs économiques classés non-compétitifs sur le marché international.

Pour accompagner, monitorer et construire des paramètres permettant d'analyser la politique régionale européenne, Eurostat a créé la Nomenclature d'Unités Territoriales Statistiques (NUTS), qui établit une unité dans la classification et la dénomination des unités territoriales, visant à faciliter les statistiques régionales dans l'Union Européenne. La nomenclature NUTS a été réglementée par le Parlement Européen et par le Conseil Européen, et a un rôle remarquablement important dans le processus d'administration des changements dans les structures administratives des Etats membres, surtout à cause des récents élargissements à de nouveaux intégrants de l'Union Européenne.

La nomenclature NUTS a été créée et développée selon une méthodologie de démembrements institutionnels, subdivisant le territoire d'un pays en régions grâce à des critères distincts, lesquels sont normalement divisés en critères normatifs et en critères analytiques. En ce qui concerne les régions classées comme normatives, elles sont l'expression d'une volonté politique, en accord avec des facteurs historiques, culturels ou d'une autre nature. La question régionale, en Europe, a toujours constitué une marque forte, en relation avec la formation des différents Etats Nationaux. Il y a pourtant des questions historiques, comme le pays basque et la Catalogne en Espagne, la question irlandaise dans le Royaume-Uni, la Bretagne en France, et les intenses conflits dans la région des Balkans. A leur tour, les régions présentées comme analytiques (ou fonctionnelles) se définissent selon des exigences analytiques, avec des zones groupées par critères géographiques ou par des critères socioéconomiques, comme le caractère homogène et complémentaire. Malgré ceci, la nomenclature NUTS est basée à l'origine sur les divisions institutionnelles actuellement en vigueur dans les Etats Membres. La structure administrative des Etats Membres présente, en général, deux niveaux régionaux principaux : *Länder et Kreise* en Allemagne, *régions et départements* en

France, *Comunidades Autônomas e províncias* en Espagne, *regioni e provincie* en Italie, etc. (BRASIL, MINISTÉRIO DO PLANEJAMENTO, 2007).

L'incorporation de ces régions classées comme en difficultés structurelles, surtout avec les nouvelles adhésions de pays membres dans l'Union Européenne, n'est pas quelque chose d'entièrement clair. Les notions de coopération et de solidarité préconisées par la nomenclature NUTS et par la politique de fondation de Fonds Structurels n'ont pas une portée linéaire, car la création de normes communes pour réguler les échanges commerciaux, scientifiques et juridiques, y-compris avec la création d'institutions de régulation de l'espace public ne sont pas exemptes de contradictions et de dissymétries.

L'émergence de mobilisations économiques, sociales et politiques a provoqué l'apparition des nouvelles représentations territoriales, en mettant en discussion les facteurs du développement régional de l'Union Européenne, alors que les identités régionales sont variables, tant pour la formation de mécanismes qui rendent possibles l'intégration économique et sociale, que pour la représentation politique. La société civile, dans son hétérogénéité, mais aussi dans son intégration, s'est présentée de façon assez active sur la scène politique et sociale. De plus, une des marques de la contemporanéité est une crise accentuée de la représentation de la politique traditionnelle, ce qui favorise tant de nouvelles articulations au sein des territoires, comme la constitution de réseaux et d'organisations non gouvernementales en tant qu'acteurs sociaux. Dans le contexte de l'intégration régionale européenne, la constitution d'identités régionales est en relation avec la flexibilité des contrôles exercés par l'Etat National, ce qui peut provoquer l'apparition de nouvelles demandes culturelles et sociales, et peut favoriser le rétablissement de vieilles identités disparues antérieurement. Ce paradoxe apparent peut être perçu dans la sphère diplomatique, avec la constitution de la Para-diplomatie, qui reflète les capacités d'élargissement des sphères d'intervention des aires sub-nationales. En même temps, se discute une Gouvernance Internationale ou au moins inter-états dans l'Union européenne. C'est-à-dire que les questions plus traditionnellement relatives à la politique externe de l'Etat National, de même que les actions d'échanges commerciaux, et les accords internationaux dans diverses zones comme le tourisme et la culture sont réalisées par des entités sub-nationales (comme les états, régions et même villes), dans le processus de fragmentation de la politique externe des Etats Nationaux.

Une des voies ouvertes à l'intégration de la globalisation économique, peut être la plus grande prise en compte de l'intervention des régions, grâce à la para-diplomatie. Les territoires relativement petits, comparés avec de grands Etats Nationaux ne sont pas un empêchement à une intersection dans le commerce mondial et dans les différents réseaux d'assistance et de coopération. Et, à mesure que sont construites ces relations économiques, et culturelles, de nouveaux modes d'articulation vont s'ouvrir, qui élargissent les dimensions de l'intégration, encourageant ce qui, pour beaucoup est un paradoxe ou une ambivalence : un nouveau régionalisme aux aspects cosmopolites.

4. BIBLIOGRAPHIE

ALBUQUERQUE JR, Durval Muniz. *A Invenção do Nordeste e outras artes*. São Paulo: Cortez, 1999
 ANDRADE, M. C. de *A terra e o homem no Nordeste: contribuição ao Estudo da Questão Agrária no Nordeste*. São Paulo: Cortez, 2005.

- ARAÚJO, T B. Ensaios sobre o desenvolvimento brasileiro. Heranças e urgências. Rio de Janeiro: Editora Revan, 2000.
- ARAÚJO, T.B. DE Por uma política nacional de desenvolvimento regional.Revista Econômica do Nordeste. Recife: Banco do Nordeste.Vol.30 n.2 abr -jun de 1999
- BADIE, B. Estado-nação, um agente entre outros? Label France, n38. jan.2000b. www.ambafrance.org.br/abr/label/label38/dernier/05etat.html. Acesso em 10/07/2007.
- BADIE, B. O fim dos territórios. Lisboa, Instituto Piaget, 1999.
- BADIE, B. Um mundo sem soberania, os Estados entre o artifício e a responsabilidade. Lisboa: Instituto Piaget, 2000.
- BALAKRISHNAN, G Nações e Nacionalismo desde 1780.Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1990.
- BALME, Richard. Les politiques du néo-régionalisme. Paris : economica, 1996
- BARTELSON, J., Three concepts of globalization. *International Sociology*, 15 (2), June 2000
- BATTISTELLA, Dario. *Théories des Relations Internationales*, Paris, Presses de Sciences-Po.2003
- BAUER, O. A nação.In: BALAKRISHNAN, G. Um mapa da questão nacional. Rio de Janeiro: Contraponto, 2000.p.45-85
- BAUMAM, R 1997 “O Processo de Globalização e a Questão regional; perspectivas para o Nordeste do Brasil”, in *Globalização e Desenvolvimento Regional: cenários para o Séc. XXI* (Recife: SUDENE) 35-45.
- BAUMAM, Z. *Globalização. As conseqüências humanas*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar editor, 1999.
- BECK, U. *O que é globalização? Equívocos do globalismo: respostas à globalização*. São Paulo: Paz e Terra, 1999.
- BERNARDES, D A. de M. 1982. A questão Nordeste; uma breve abordagem histórica. *Anais do Seminário Internacional sobre Disparidade Regional. Estudo comparativo entre o Nordeste do Brasil e o Mezzogiorno da Itália*. Recife, 31.08.1981 a 04.09.1981. Recife: Fórum Nordeste/Sudene, p. 59-68.
- BRANDAO, C. *Território e desenvolvimento. As múltiplas escalas entre o local e o global*. Campinas: editora unicamp, 2007.
- BRASIL.MINISTÉRIO DO PLANEJAMENTO, Orçamento e Gestão. Secretaria de Gestão. Comissão Européia.Textos de Referência em Planejamento Territorial Integrado / Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. Secretaria de Gestão – Brasília : MP, 2007.
- CANO, W. *Raízes da concentração industrial em São Paulo*. Rio de Janeiro/São P
- CARVALHO, I.M. M. de. *O Nordeste e o regime autoritário: discurso e prática do planejamento regional*. São Paulo: HUCITEC/ SUDENE, 1987.
- CHESNAIS, F. *A Mundialização do Capital*. São Paulo, Xamã,1996.
- COHN, A. *Crise regional e planejamento*. São Paulo: Editora Perspectiva, 1978.
- COX ,Robert, “Gramsci, Hegemony, and International Relations: An Essay in Method” In *Approaches to World Order*, Robert W. Cox, (Cambridge: Cambridge University Press, 1996), pp. 124-143.
- CUNHA, E. *Os sertões*. São Paulo: Nova cultura, 2002
- DELLA PORTA, D. and TARROW, S. (eds).. *Transnational Processes and Social Activism: An Introduction*. In D. Della Porta and S. Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*. New York/Toronto/Oxford: Rowman and Littlefield Publishers. 2005
- DEVIN, Guillaume. *La construction européenne*. Paris : La Découverte, 2001
- DIECKHOFF,Alain , JAFFRELOT(dir). *Repensar Le nationalisme. Théories et pratiques*. Paris : Presses de Sciences Po, 2000

- DINIZ, C. C. e CROCCO, M. Economia regional e urbana. Contribuições teóricas recentes. Belo Horizonte: Editora UFMG.
- DUPAS, G. Economia Global e Exclusão social. Pobreza, emprego, Estado e futuro do capitalismo.. São Paulo: Paz e Terra, 2001.
- DURAND, M. et al. Atlas de la Mundialização 2007. Paris: Presses de Sciences Po, 2007.
- FRASER, N. Rethinking Recognition. In: *New Left Review*, 3, May-June 2000: 107-120.
- FREYRE, G. Nordeste. Aspectos da Influência da Cana sobre a Vida e a Paisagem do Nordeste do Brasil. São Paulo: Global, 2004a.
- FURTADO, C. A fantasia desfeita. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1989.
- FURTADO, C. Transformações e crise na economia mundial. Paz e Terra, 1987
- GALVÃO, O. J. A. 1997 “A Região Nordeste e o Novo Cenário Mundial: Globalização, abertura comercial e o Mercosul”, in *Textos para Discussão (Recife: UFPE/PIMES) N° 400*, Nov.
- GELLNER, E. O advento do nacionalismo e suas interpretações. In: BALAKRISHNAN, G. Um mapa da questão nacional. Rio de Janeiro: Contraponto, 2000. p.107-155
- GIDDENS, A. As conseqüências da modernidade. São Paulo: Editora Unesp, 1991.
- GRAMSCI, A. A questão meridional. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1987.
- GUIMARÃES NETO, L. 1989. Introdução à formação econômica do Nordeste. Recife: Massangana. 1989
- GUIMARÃES NETO, L. Trajetória econômica de uma região periférica. *Estudos Avançados*, 1997 11 (29), p. 37-54.
- HABERMAS, J. A Inclusão do Outro: estudos de teoria política. S Paulo: Edições Loyola, 2004.
- HABERMAS, J. Realizações e Limites do estado Nacional europeu. In: BALAKRISHNAN, G. Um mapa da questão nacional. Rio de Janeiro: Contraponto, 2000. p.297-311.
- HAESBAERT, R. O Mito da Desterritorialização – do fim dos territórios a multiterritorialidade. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2006.
- HAESBAERT, R. Região, diversidade territorial e globalização. *GEOgraphia – Ano. 1 – No 1 – 1999*. 17-39p.
- HALL, S. A identidade cultural na pós-modernidade. Rio de Janeiro: Dp&a, 2005.
- HARVEY, D. A condição pós-moderna. São Paulo: Edições Loyola, 1993..
- HELD, D. Democracy: from city-states to a cosmopolitan order?. In: *Prospects for democracy*. Cambridge, Polity Press, 1993.
- HIDALGO, A. B., VERGOLINO, J. , VALE, A. do. O Nordeste e os blocos econômicos. Relatório de Pesquisa apresentado à SUDENE, convênio SUDENE/UFPE. 1999.
- HOBBSBAWM, E. Etnia e nacionalismo na Europa de Hoje. In: BALAKRISHNAN, G. Um mapa da questão nacional. Rio de Janeiro: Contraponto, 2000. p.271-283.
- HOBBSBAWM, E.. Nações e nacionalismo desde 1780. São Paulo : Paz e Terra. 1990.
- HOLANDA, S. B. Raízes do Brasil. Rio de Janeiro: Jose Olympio, 1994.
- HOLLAND, S. Capital versus the regions New York: The Macmillan Press, 1976
- HONNETH, A. Luta por reconhecimento: a gramática moral dos conflitos sociais. São Paulo: Ed. 34, 2003.
- IANNI, O. A era do globalismo. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2000.

- KRAYCHETE, Elsa S. Desenvolvimento: razões e limites do discurso do Banco Mundial. In: Caderno CRH (UFBA, Salvador), número 48, volume 19, setembro/dezembro de 2006, pp. 415-430.
- LANIADO, R.N e MILANI, C. R. S .Contestação política e solidariedades transnacionais: a contribuição política dos movimentos feministas e das redes ambientalistas para uma nova ordem mundial. Florianópolis: 2007.
- LEFORT, C. Nação e soberania. IN: Novaes (Org.): A crise do estado-nação – Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2003.
- LIMA, M. C. A dinâmica espacial do Mercosul: assimetrias em regiões brasileiras. IN: De Sierra, Gerónimo. Los rostros del mercosur : el difícil camino de lo comercial a lo societal. CLACSO, 2001. p.65-89.
- MARTINS, P. H. O Nordeste e as ambivalências da globalização. Análise de conjuntura: Pernambuco: Fundação Joaquim Nabuco: 1ª edição março/abril 2002
- MASSON, D. Escala geográfica e transnacionalização: análise sobre movimentos sociais e de mulheres. In: Caderno CRH (UFBA, Salvador), número 48, volume 19, setembro/dezembro de 2006, pp. 445-459.
- MEDEIROS, M. de A. Um exercício comparativo entre a União Européia e o Mercosul. Revista de Ciencias Sociales ≈ Departamento de Sociología ≈ Año XV / Nº 20 ≈ JUNIO 2002
- MENEZES, A. M. F. ; MENEZES, Eline Viana. O Nordeste brasileiro no processo de reestruturação econômica: inclusão ou exclusão. Trabalho apresentado no I Encontro de Geografia na Bahia, realizado entre 8 e 11 junho de 1997. Salvador, Bahia.
- MILANI, C. R. S. e LANIADO, R. N. Espaço Mundial e Ordem Política Contemporânea: uma agenda de pesquisa para um novo sentido da internacionalização. In: Caderno CRH (UFBA, Salvador), Nº 48, vol. 19, set/dez. de 2006
- MOSELEY, M. 1999 “Aspectos da Política Regional Européia, com ênfase especial na Experiência Britânica e no avanço da Abordagem Local”, in Lima, Marcos C.; R. Monteiro; V. Santos Planejamento Regional em tempos de Globalização (Recife: Ed. Universitária) 69-100.
- NOVAES, A. Invenção e crise do estado-nação. IN: _____ A crise do estado-nação – Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2003. p. 9-23.
- OLIVEIRA, A. E. A. ; LANIADO, R. N. . Representação Do Político, Território e Nação: O Sentido da dimensão regional em relação ao Nordeste Na Era Da Globalização. In: Xiii Encontro de Ciências Sociais do Norte Nordeste, 2007, Maceió. Xiii Encontro de Ciências Sociais do Norte Nordeste. Maceió : Universidade Federal de Alagoas, 2007. V. 01. P. 01-15.
- OLIVEIRA, F. Elegia para uma re(li)gião. São Paulo: Paz e Terra, 1977.
- OLIVEN, R.G., “O nacional e o regional na construção da identidade brasileira”, Revista Brasileira de Ciências Sociais, Vol.1, nº2, outubro, 1986.
- ORTIZ, R., Mundialização e cultura. S.Paulo: Brasiliense, 1994.
- RODRIGUES. T. Sertão Musa. Uma compilação histórico-literária do cotidiano do sertão. FEIRA DE SANTANA, 2008 (no prelo).
- ROSECRANCE, R. Debat sur L' État virtuel. Et al. Paris: presses de sciences PO, 2002.
- SANTOS, M. Por uma outra globalização: do pensamento único á consciência universal. Rio de Janeiro: Record, 2005.
- SASSEN, S. 1998 “Os Espaços da Economia Global”, in Arlanch Martins de Oliveira, Fátia (org) Globalização, Regionalização e Nacionalismo (São Paulo: UNESP) 43-68.
- SIQUEIRA, A. J. Nação e Região: os discursos fundadores. Ciclo de Conferências Brasil 500 anos realizado pela Fundação Nacional de Arte - FUNARTE - em sua quarta edição Nação e Região, no Rio de Janeiro, aos 11 de outubro de 2000.

TAYLOR, C. "The Politics of Recognition". In: TAYLOR, Charles et alii. *Multiculturalism, Examining the Politics of Recognition*. Princeton: Princeton University Press, 1994, pp. 25-73.

THERBORN, G., Globalizations - dimensions, historical waves, regional effects, normative governance *International Sociology*, 15 (2), June, 2000.

THERBORN, G., Globalizations - dimensions, historical waves, regional effects, normative governance *International Sociology*, 15 (2), June, 2000.

TOURAINÉ, A. *Crítica da modernidade*. Petrópolis: Vozes, 1994..

VIEIRA, Flávio. O banco Mundial e o combate à pobreza no Nordeste: o caso da Paraíba. In: *Caderno CRH* (UFBA, Salvador), Nº 52, vol. 21, jan/abril. de 2008

ZAIDAN FILHO, M. *O fim do Nordeste e outros mitos*. São Paulo: Cortez, 2001.